

ennemis du gouvernement. Ils ont annoncé qu'ils étaient prêts à libérer leurs otages contre la somme de 50 millions de dollars, la libération de plus de 300 prisonniers politiques, un sauf-conduit pour sortir de la Colombie et la publication de leur manifeste révolutionnaire dans les journaux de tous les pays que les ambassadeurs détenus représentaient. Il importe peu que l'on partageait les sentiments de ces révolutionnaires ou que l'on jugeait brutal ou autocratique le gouvernement contre lequel ils agissaient. Le principe en cause reste exactement le même. Les droits et privilèges d'un pays ou des pays victimes de ces actes terroristes doivent être maintenus à tout prix.

Les diplomates doivent être traités conformément au droit international. Au-dessus ou en dehors des luttes politiques du pays où il résident, ils doivent pouvoir jouir de la protection et des droits que leur confère le droit international. De prime abord, cela peut signifier retards, attermolements, compromis, peut-être aussi attaque directe (même au risque d'entraîner la mort des otages) comme ce fut le cas à Kaboul ou au Guatemala. Après tout, la carrière diplomatique est en train de devenir la profession la plus dangereuse et ceux qui l'embrassent en sont conscients. De plus, aucun gouvernement ne peut être forcé, serait-ce par ses alliés ou des pays amis, à accorder aux révolutionnaires les énormes sommes qui leur permettraient d'acheter des armes et de précipiter son propre renversement. Un gouvernement ne peut être forcé non plus à relâcher les auteurs d'actes de violence ou de trahison, même pour des délits commis au nom d'une idéologie politique et même si *Amnesty International* est prête à les qualifier de prisonniers politiques. Ceci mis à part, l'histoire récente du terrorisme, en remontant aux premiers détournements aériens, prouve que de se plier aux exigences des terroristes ne fait qu'en multiplier le nombre lorsque plus tard ce genre d'incident se reproduit.

Du point de vue humanitaire, on serait tenté d'approuver l'ambassadeur autrichien à Bogota (libéré par les terroristes pour une raison étrange mais judicieuse du point de vue propagande: sa femme était malade et la détention de son mari aggravait son État) lorsqu'il a déclaré que toute opération de sauvetage se solderait par le massacre de tous les otages. Il est moins facile par contre d'approuver les commentaires des représentants américains exprimant leur satisfaction devant les efforts déployés par le gouvernement colombien en faveur des otages, car rien de substantiel n'a été accompli au début par ce gouvernement. Cependant, si on analyse les répercussions que peut avoir la situation sur la sécurité du gouvernement colombien, sur l'autorité de la loi, sur la question du chantage des terroristes et sur l'avenir de la carrière diplomatique, le problème revêt un aspect tout différent. Si l'on veut maintenir l'autorité de la loi, il est essentiel que ceux qui pourraient être tentés d'émuler leurs confrères de Téhéran ou de Bogota soient avertis à l'avance que toute opération du genre s'avèrera futile et que plus jamais on n'assistera à l'humiliation d'une grande puissance ni à celle des Nations Unies comme ce fut le cas à Téhéran. Il est essentiel que le pays victime du chantage de terroristes reçoive l'appui nécessaire pour réprimer les agresseurs, même si cela signifie la perte des victimes. Le terrorisme a déclaré la guerre au monde. En temps de guerre, les innocents sont souvent victimes des agresseurs. Dans les circonstances, les égarés cèdent le pas à la nécessité.